

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE MONTBRISON (Loire)**

Le Maire certifie que :

- la convocation de tous les conseillers en exercice a été faite le 18 avril 2023, dans les formes et délais prescrits par la loi ;

- la présente délibération a été publiée, par extrait, le 26 avril 2023.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Présents : 25

Votants : 32

L'an **DEUX MIL VINGT-TROIS**, le **lundi vingt-quatre avril à dix-neuf heures trente minutes**, le Conseil Municipal de la Commune de MONTBRISON, dûment convoqué, s'est réuni **salle de l'Orangerie à Montbrison**, en séance publique, sous la présidence de M. Christophe BAZILE, Maire.

Etaient présents : M. Christophe BAZILE, Maire, Président, M. Gérard VERNET, Mme Catherine DOUBLET, M. Joël PUTIGNIER, Mme Martine GRIVILLERS, M. Abderrahim BENTAYEB, Mme Christiane BAYET, M. Pierre CONTRINO, M. Jean-Yves BONNEFOY, adjoints, M. Bernard COTTIER, M. Jean-Paul FORESTIER, Mme Claudine POYET, M. Gilles TRANCHANT, Mme Thérèse GAGNAIRE, Mme Valérie ARNAUD, M. François BLANCHET, M. Nicolas BONIN, M. Luc VERICEL, Mme Cindy GIARDINA, Mme Cécile MARRIETTE, M. Edouard BION, M. Jean-Marc DUFIX, M. Mme Emmanuelle GUIGNARD, Mme Jacqueline VIALLA, Mme Mireille de la CELLERY, conseillers, le quorum est atteint.

Absents : Mme Géraldine DERGELET, M. Guillaume LOMBARDIN, Mme Bérangère ISSLER-VEDRINES, Mme Justine GERPHAGNON, Mme Marine VENET, Vincent ROME, Mme Zoé JACQUET, M. Xavier GONON.

Mme Géraldine DERGELET avait donné pouvoir à Mme Martine GRIVILLERS, M. Guillaume LOMBARDIN à M. Luc VERICEL, Mme Bérangère ISSLER-VEDRINES à M. Christophe BAZILE, Mme Justine GERPHAGNON à Mme Claudine POYET, Mme Marine VENET à Mme Catherine DOUBLET, Vincent ROME à Mme Emmanuelle GUIGNARD, M. Xavier GONON à M. Gérard VERNET,

Secrétaire : Mme Christiane BAYET.

Délibération n°2023/04/09 - Les Piorons - Conventions de travaux - Approbation et autorisation de signature par M. le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2121-29 ;

Considérant que Loire Forez agglomération assure la protection des milieux aquatiques dans les eaux et rivières du territoire.

Considérant la nécessité de travaux visant à limiter la zone d'expansion de crue du ruisseau « le Curtieux » sur les propriétés bâties voisines au lieudit les Piorons ;

M. Christophe BAZILE expose que ces travaux consistent notamment à détourner le lit mineur du ruisseau en le faisant passer sur la parcelle BD 96 appartenant à la commune. Les conventions présentées précisent la nature des travaux à réaliser et visent à autoriser Loire Forez agglomération à intervenir sur la parcelle communale. Cette autorisation est consentie à titre gratuit et pour la durée des travaux sous réserve que ceux-ci interviennent dans un

délai maximum de 18 mois à compter de la signature de la convention. Les conventions visent également à recueillir l'accord de chacun des propriétaires dont les parcelles ne jouxteront plus le ruisseau à l'issue des travaux.

Il propose au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Loire Forez agglomération à réaliser les travaux visant à limiter la zone d'expansion de crue du cours d'eau « le Curtieux », approuver les conventions fixant les modalités de cette intervention et autoriser M. le Maire à la signer.

Le Conseil Municipal, après en avoir discuté et délibéré à l'unanimité,

- Autorise Loire Forez agglomération à réaliser les travaux visant à limiter la zone d'expansion de crue du cours d'eau « le Curtieux »,
- Approuve les conventions fixant les modalités de cette intervention,
- En autorise la signature par M. le Maire.

A MONTBRISON,
CERTIFIE EXECUTOIRE

LE MAIRE,

LA SECRETAIRE,

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lyon (Palais des Juridictions administratives, 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03 ou www.telerecours.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la commune Montbrison, Direction Générale, CS 50179, 42 605 MONTBRISON CEDEX étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.